



La démocratie sociale est un impératif

La révélation d'importantes manipulations d'argent liquide par des responsables de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie suscite depuis plusieurs jours de nombreux commentaires et une campagne tentant de porter le discrédit sur les syndicats de salariés.

La Cgt constate que cela se produit alors que la mobilisation sociale prend de l'ampleur dans une dimension unitaire. Il est stupéfiant et scandaleux d'entendre certains dirigeants de l'UIMM, actuels et passés, revendiquer publiquement l'organisation d'un réseau d'influence à partir d'une caisse noire alimentée par des fonds prélevés dans des entreprises. Ces mêmes dirigeants tentent de masquer leurs actes, peut-être répréhensibles, en orientant la suspicion sur les syndicats de salariés.

La Cgt appelle les salariés de la métallurgie à exiger dans leur entreprise la transparence sur les fonds détournés des richesses créées par leur travail ayant alimenté cette caisse noire.

La Cgt rappelle qu'elle porte depuis de nombreuses années l'exigence d'une réforme pour des règles démocratiques de représentativité syndicale, de négociation collective, de droits et moyens syndicaux.

Par courrier de son Secrétaire général, la Cgt s'est adressée au Medef, à la Cgpm et à l'Upa pour demander que s'ouvrent sans tarder des négociations à ce sujet.

La Présidente du Medef, Laurence Parisot, vient d'annoncer qu'elle proposait, en réponse à la demande de la Cgt, l'ouverture d'une « délibération sociale » sur la transparence, le financement et la représentativité des organisations patronales et syndicales.

La Cgt va s'engager avec ses propositions dans ces discussions en vue d'obtenir l'ouverture de réelles négociations dans les meilleurs délais.

Au moment où les projets gouvernementaux et patronaux mettent l'ensemble du contrat social sur la table, l'instauration d'une authentique démocratie sociale est un impératif.

Montreuil le 17 octobre 2007